

B/U

N°55 COM/19

Du 26/04/2019

ARRET COMMERCIAL

CONTRADICTOIRE

CHAMBRE

PRESIDENTIELLE

AFFAIRE :

LA SOCIETE PROCEDES
ET CONSTRUCTIONS
MECANIQUES, dite PCM
ENSEMBLIER

(LA SCPA JURIS
FORTIS)

C/

LA SOCIETE
BRASSIVOIRE

(LA SCPA LEX WAYS)

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

.....
Union-Discipline-Travail
.....

GREFFE DE LA COUR
D'APPEL D'ABIDJAN
SERVICE INFORMATIQUE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN COTE D'IVOIRE

.....
CHAMBRE PRESIDENTIELLE
.....

AUDIENCE DU VENDREDI 26 AVRIL 2019

08 NOV 2019

La Cour d'Appel d'Abidjan, Chambre Présidentielle, séant au Palais de Justice de ladite ville, en son audience publique ordinaire du vendredi vingt six Avril deux mille dix-neuf à laquelle siégeaient :

Monsieur ALY YEO, Premier Président, **PRESIDENT** ;

Messieurs OULAI LUCIEN et DANHOUE GOGOUE ACHILLE, Conseillers à la Cour, **MEMBRES** ;

Avec l'assistance de Maitre KOFFI TANGUY, Attaché des greffes et parquets, **GREFFIER**

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE

La société PROCEDES ET CONSTRUCTIONS MECANIQUES, dite PCM ENSEMBLIER, SARL au capital de 200.000.000 francs CFA, dont le siège social est sis à Abidjan Marcory, 01 BP 22 Abidjan 01, agissant aux poursuites et diligences de son Directeur Général, Monsieur MORELLE FREDERIC, de nationalité Française;

APPELANTE

Représentée et concluant par la SCPA JURIS FORTIS, avocat à la cour son conseil ;

D' UNE PART



ET :

La société BRASSIVOIRE, Société Anonyme avec conseil d'Administration, au capital de 24.267.910.000 F CFA, dont le siège social est à Abidjan-Marcory, boulevard Valéry Giscard d'Estaing, immeuble BATIPLUS, 2è étage, 01 BP 5473 Abidjan 01, tél 21 00 54 00, représentée par son Directeur Général Monsieur Alexander KOCH;

INTIMEE

Représentée et concluant par la SCPA LEX WAYS, avocat à la cour son conseil ;

D'AUTRE PART

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droit et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droits ;

FAITS : Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, statuant en la cause en matière commerciale, a rendu l'ordonnance N°0780/18 du 20 Mars 2018, aux qualités duquel il convient de se reporter ;

Par exploit en date du 20 Avril 2018, La société PROCEDES ET CONSTRUCTIONS MECANIKES dite PCM ENSEMBIER, a déclaré interjeter appel de l'ordonnance sus-énoncé et a, par le même exploit assigné la société BRASSIVOIRE, à comparaître par devant la Cour de ce siège à l'audience du vendredi 04 Mai 2018, Pour entendre annuler, ou infirmer ledit jugement;

Sur cette assignation, la cause a été inscrite au Rôle Général du Greffe de la Cour sous le N°728 de l'an 2018;

Appelée à l'audience sus-indiquée, la cause après des renvois a été utilement retenue le 08 mars 2019, sur les pièces, conclusions écrites et orales des parties ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à l'audience du 26 Avril 2019,

Advenue l'audience de ce jour vendredi 26 Avril 2019, la Cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant ;

LA COUR

Vu les pièces du dossier ;

Ensemble l'exposé des prétentions et moyens des parties ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Par exploit d'huissier de Justice en date du 20 avril 2018, la société PROCEDES ET CONSTRUCTIONS MECANIKES dite PCM ENSEMBLIER SARL, ayant pour conseil, la société d'Avocats JurisFortis, Avocats près la Cour d'Appel d'Abidjan, a relevé appel de l'ordonnance de référé RG N° 0780/2018 rendue le 20 mars 2018 par le Président du Tribunal de Commerce d'Abidjan, qui en la cause, a statué ainsi qu'il suit:

« Statuant publiquement, contradictoirement, en matière de référé et en premier ressort ;

Nous déclarons incompetent au profit de la juridiction arbitrale, la chambre de commerce internationale de Paris ;

Condamnons la société PCM ENSEMBLIER aux dépens » ;

En cause d'appel, les parties sollicitent l'homologation du protocole d'accord transactionnel ;

SUR CE

La Cour d'Appel de céans constate que le 27 avril 2018, la société PROCEDES ET CONSTRUCTIONS MECANIKES dite PCM ENSEMBLIER SARL et la société BRASSIVOIRE ont convenu d'un protocole d'accord transactionnel pour mettre fin au litige qui les oppose ;

Aussi, convient-il d'homologuer ledit protocole d'accord et faire masse des dépens ;

PAR CES MOTIFS

CPFH Plateau
Poste Comptable 8003
Constate qu'un protocole d'accord transactionnel est intervenu entre les parties pour mettre fin à leur litige :

Homologue ledit protocole d'accord ;

Fait masse des dépens et dit qu'ils seront supportés pour moitié par chacune des parties.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la Cour d'Appel d'Abidjan, les jour, mois et an que dessus,

Et ont signé le Président et le Greffier.



18000
Recu la somme de huit mille francs
Enregistré le 15 JAN 2020
Registre Vol. 45 Folio 04 Bord 31 / 58617
Le Chef du Bureau du Domaine,
de l'Enregistrement et du Timbre
Le Conservateur